

C I L S S

5182

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF



Burkina Faso



Cap-Vert



Gambie



Guinée Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Tchad

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT

PERMANENT DIAGNOSIS PROJECT

REUNION DU COMITE TECHNIQUE 2-4 AVRIL - BOBO-DIOULASSO

ET

REUNION DE CONCERTATION REGIONALE 5-6 AVRIL - BOBO-DIOULASSO

RAPPORT D'ACTIVITES DE DEUXIEME ANNEE

ET PROGRAMME DE TROISIEME ANNEE

PR/DIAPER/28/02/1990

28 Février 1990

ECA/D47/90

REUNION DU COMITE TECHNIQUE 2-4 AVRIL - BOBO-DIOULASSO
ET
REUNION DE CONCERTATION REGIONALE 5-6 AVRIL - BOBO-DIOULASSO

**RAPPORT D'ACTIVITES DE DEUXIEME ANNEE
ET PROGRAMME DE TROISIEME ANNEE**

PR/DIAPER/28/02/1990

28 Février 1990

ECA/D47/90

Du fait de la mission d'évaluation externe à mi-parcours du projet "Diagnostic Permanent II" qui s'est déroulée en Janvier et Février 1990, il n'y a pas eu de missions conjointes CILSS/OSCE de programmation de troisième année, en application des recommandations de la réunion de coordination CILSS/CCE/ITALIE, tenue à ROME le 18 Juillet 1989. L'ECA centrale a demandé à chaque Composante Nationale de faire en rapport avec l'animateur local et la délégation CCE du pays concerné, le point des activités de deuxième année, et d'établir un projet de programme pour la troisième année.

Le présent rapport tente de faire la synthèse des documents élaborés par les Composantes Nationales et les Animateurs locaux et reçus à Ouagadougou par l'ECA. Il comprend deux parties :

La première porte sur le bilan des activités de deuxième année présenté dans le cadre des sous-objectifs interdépendants définis lors de l'identification du projet DIAPER II. Ce rapport faisant suite à celui élaboré en Novembre 1989 sur les activités du projet pour la période 1er/05/89 - 30/11/89, seuls les éléments nouveaux survenus après cette période apparaîtront ici. Le point de l'exécution financière sera aussi abordé dans cette partie.

La deuxième partie traite des programmes de troisième année, tant au niveau national, que régional. Les devis programmes pour la troisième année seront présentés en annexe.

I. BILAN DES ACTIVITES DE DEUXIEME ANNEE

1.1. SUR LE PLAN INSTITUTIONNEL

1.1.1. SOUS OBJECTIFS N° 1 : RENFORCEMENT DES CAPACITES TECHNIQUES ET OPERATIONNELLES DES STRUCTURES NATIONALES DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION.

. L'ECA a poursuivi son appui technique, institutionnel et financier aux Composantes Nationales. Cet appui s'est effectué tant à travers les missions des experts de l'Equipe Centrale (appuis méthodologiques au Mali, au Niger, au Burkina Faso, au Sénégal, en Mauritanie) que par l'intermédiaire des Animateurs locaux.

. Le contrat cadre avec le bureau d'Etudes Italien, SOMEA, a été signé et notifié le 08 Février 1990. La première phase du programme de travail arrêté avec le chargé du programme, du côté SOMEA, accorde la priorité à l'amélioration de la centrale d'information et à son transfert dans tous les pays, ainsi qu'à la mise en place des chaînes de traitement complètes des enquêtes agricoles, (dans un premier temps au Burkina, au Niger, au Tchad et au Sénégal). Si ce contrat est bien exécuté, il contribuera sans nul doute au renforcement des capacités opérationnelles des structures nationales.

. Le matériel informatique acheté dans le cadre du marché avec le CENATRIN destiné à l'ECA centrale, aux animations locales et à certaines Composantes Nationales (Niger, Sénégal et Cap-Vert) est livré fin Février.

L'équipement prévu en deuxième année est en général acheté et livré. Il est en cours de réception technique.

. Les contacts récents avec les responsables CCE à Bruxelles et les séances de travail avec le délégué CCE à Ouagadougou permettent d'espérer une solution provisoire aux problèmes posés par les nouvelles procédures financières de la CCE. Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la réunion de coordination CILSS/CCE/ITALIE prévue les 27 Avril 1990 à Bruxelles.

1.1.2. SOUS OBJECTIF N° 2 : MEILLEUR CIBLAGE ET DECLOISONNEMENT DE L'INFORMATION, COORDINATION DES ACTEURS.

La mission d'évaluation à mi-parcours du projet DIAPER s'est déroulée entre le 2 Janvier et le 3 Mars 1990. Composée de deux Consultants du Bureau d'Etudes Anglais LONGACRE, elle a visité tous les pays du CILSS où elle a rencontré les services nationaux impliqués ou concernés par le projet ainsi que les organismes et institutions d'aide bilatérale ou multilatérale, concernés ou intéressés par les problèmes d'information pour la sécurité alimentaire. Elle a souvent été reçue par les autorités politiques des pays (Ministres ou Secrétaires d'Etat ou secrétaires généraux des Ministères de tutelle du CILSS). Les différentes séances de travail ont été l'occasion de décloisonnement de l'information et/ou de sensibilisation, en même temps qu'elles résoudraient, si besoin en était, la Composante Nationale de chaque pays. S

. Les réunions de programmation de la troisième année ont été une occasion de plus pour redynamiser le fonctionnement des Composantes Nationales.

. Au Burkina, le plan céréalier prévoit la mise en place d'une structure nationale de suivi de la situation alimentaire. Ceci vient renforcer les efforts déployés depuis plus de deux ans par l'ECA pour amener la Composante Nationale Burkinabé à une plus grande coordination des acteurs. C'est dans ce cadre que s'inscrit le bulletin commun pour le suivi de la situation alimentaire, dont le premier numéro a été publié en Janvier 1990. Il est envisagé par la Composante Nationale d'organiser un séminaire national sur la coordination de l'information pour la sécurité alimentaire.

. Au Sénégal, la Direction de l'Agriculture envisage d'organiser en Mars/Avril un séminaire décideurs/collecteurs sur le bilan de l'enquête agricole 1989/90 et les perspectives pour celle de 1990/91.

On peut noter que l'établissement du bilan céréalier du Sénégal a été réalisé grâce aux nombreuses rencontres au sein du comité des Experts, chargé du suivi de la situation alimentaire.

. Au Niger, l'opération conjointe (DIAPER/Composante Nationale/Projet Surveillance/ESPACE) pour le suivi de la campagne agro-pastorale et la diffusion d'un bulletin commun y relatif, constitue un bel exemple de coordination des acteurs.

. Au Tchad, la cellule de coordination prévue depuis la première année de DIAPER II n'a toujours pas vu le jour. Il y a lieu de revoir en profondeur cette question.

En attendant, il faudrait peut être installer l'animateur local en un endroit qui lui permettrait de mieux jouer son rôle.

Au niveau régional, l'ECA a participé aux instances statutaires du CILSS tenues à Bissau du 29 Janvier au 10 Février 1990 (5^e session du Comité Technique des Experts, 25^e session ordinaire du Conseil des Ministres et IX^e Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements des pays membres du CILSS).

L'ECA poursuit, au moment de la rédaction du présent rapport, la préparation active des séminaires et réunions suivants programmés dans le cadre de la deuxième année :

- Du 26 au 28 Mars 1990, à Ouaga, le séminaire sur les Statistiques d'Elevage. Ce séminaire comprend d'une part, la présentation du bilan définitif de "l'enquête nationale sur les effectifs du cheptel" menée en 1988/89 au Burkina dans le cadre des opérations pilotes régionales. D'autre part, il fera le point sur les enquêtes de "suivi sur les marchés à Bétail", et dégagera des perspectives quant à une méthodologie harmonisée.
- Du 29 au 30 Mars à Ouagadougou, le séminaire sur les méthodes de prévisions de récoltes.
- Du 23 au 25 Avril 1990 à Bamako, le séminaire international sur les systèmes d'Information sur les Marchés céréaliers (SIM).
- Du 2 au 4 Avril à Bobo-Dioulasso, la réunion du Comité Technique du projet
- Du 5 au 6 Avril, toujours à Bobo-Dioulasso, la réunion de Concertation régionale.

Par ailleurs, l'ECA a eu des réunions de coordination avec les responsables du projet CCE "Surveillance des Ressources Naturelles et Renouvelables".

1.2. SUR LE PLAN TECHNIQUE

1.2.1. SOUS OBJECTIF N° 3 : MISE EN OEUVRE ET/OU AMELIORATION ET HARMONISATION DES METHODOLOGIES DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DONNEES.

Au mois de Novembre 1989, beaucoup d'activités programmées pour la deuxième année n'étaient pas achevées : c'est le cas notamment de l'enquête agricole permanente, du suivi des marchés céréaliers et de l'enquête stocks paysans, ainsi que les enquêtes d'élevage. De même, certaines actions n'avaient pas encore connu un début de commencement. C'est le cas de l'enquête consommation céréalière au Mali et au Niger, ainsi que du recensement du cheptel au Mali.

La période Décembre-Avril a été utilisée soit, pour poursuivre et parachever les actions alors en cours, soit, pour démarrer celles qui n'étaient pas entamées.

a) L'enquête agricole

. Au Burkina : les résultats définitifs ont été publiés en Janvier 1990. Il sont peu différents des prévisions de récoltes faites en Octobre 1989. La Direction des Etudes et de la Planification (DEP) a une faible emprise sur cette enquête. Le projet DIAPER fournit à la DEP quelques moyens pour la supervision et un peu de fonctionnement destiné aux Centres Régionaux de Promotion Agricole (CRPA). *Digne-parrainée*

. Au Cap Vert : l'exploitation du recensement agricole s'est poursuivie avec la sortie du 1er volume (données globales) en fin Janvier 1990. De même il y a finalisation de l'enquête agricole. L'enquête est réalisée entièrement par le GEP (Gabinet des Etudes et Planification). Le projet DIAPER la finance presque intégralement (sauf quelques enquêteurs pris en charge par la Hollande et le MDRP). La FAO apporte une assistance technique très qualifiée.

. En Gambie : il y a eu l'exploitation des carrés de rendement et la publication des résultats définitifs en Janvier 1990.

De sérieux progrès ont ainsi été réalisés par le Planning Programming and Monitoring Unit (PPMU), avec l'exécution dans les délais de tous les volets de l'enquête agricole (NASS). Cette enquête est totalement financé par le projet, sauf les salaires du Personnel.

. En Guinée Bissau : l'exploitation du recensement agricole s'est poursuivie. les résultats préliminaires ont déjà été publiés. De même, la finalisation de l'enquête agricole a constitué une tâche des responsables du GAPLA. Les résultats définitifs de cette dernière sont attendus avant fin Avril 1990. L'enquête est financée conjointement par le DIAPER, la FAO, l'ACDI, le GAPLA.

. En Mauritanie : le deuxième passage pour le Diéri s'est effectué en Novembre/Décembre. La deuxième prévision de récoltes a pu être faite ; les données sont légèrement supérieures à celles fournies pour la première prévision faite, après le 1er passage (Août-Septembre), avec la mission conjointe CILSS/FAO.

Le troisième et dernier passages sont en cours au moment de la rédaction du présent rapport. Les résultats définitifs sont attendus avant fin Avril 1990. Cette enquête exécutée par le SSA est principalement financée par le projet DIAPER II.

. Au Mali : l'enquête dite de conjoncture est achevée et l'évaluation définitive a été faite. Il faut se féliciter de la bonne collaboration entre la DNA et la DNSI.

Le projet finance le fonctionnement de la DNA (sauf le salaire du personnel).

. Au Niger : l'enquête "prévision et estimation des récoltes" exécutée par la Direction de la Statistique de l'Agriculture et de l'Environnement (DSAE) s'est achevée. Il y a eu un effort dans la réorganisation de la formation de la collecte, du contrôle et du traitement. Cet effort doit

être poursuivi. La centralisation du traitement doit s'intensifier. le fonctionnement du dispositif est financé par le projet DIAPER (sauf les salaires du personnel).

. Au Sénégal : l'exploitation des carrés de rendement s'est poursuivie en Novembre/Décembre et la publication des résultats définitifs a eu lieu en Janvier 1990. Ces derniers confirment les prévisions faites par la Direction de l'Agriculture (DISA) en Octobre 1989. Au niveau des cultures de décrue, les levés de superficies et les poses de carrés de rendement sont en cours, à un rythme satisfaisant. Les résultats seront disponibles en Mars/Avril.

Le fonctionnement du dispositif est presque entièrement financé par projet DIAPER (sauf le salaire du personnel).

. Au Tchad : le renforcement du dispositif permanent d'enquête agricole est effectif. Le calendrier d'exécution des travaux a été respecté par le Bureau des Statistiques Agricoles (BPSA). Le traitement des données pris en main cette année par le Bureau des Statistiques Agricoles (BPSA), est en cours. Le financement du dispositif est assuré par le DIAPER pour la partie soudanienne.

Le niveau régional, l'ECA centrale prépare activement le séminaire sur les "Prévisions des Récoltes".

b) Les enquêtes "Suivi des marchés céréaliers"

. Au Burkina : la collecte continue normalement et l'OFNACER publie hebdomadairement les prix de 10 marchés sur les 27 suivis à partir d'un traitement informatique.

L'analyse piétine toujours. La Direction des Etudes et de la Planification du Ministère de l'Agriculture a décidé, avec le concours de l'ECA/DIAPER, de prendre en charge la mise au point d'un programme de traitement spécifique et de tabulation des prix, pour remédier à la déperdition de l'information, suite au retard que met l'INSD pour réaliser ses programmes informatiques.

. Au Cap Vert : une enquête pour définir la typologie des marchés a été menée. Les enquêteurs ont été formés. Avec l'arrivée du matériel roulant (motos et véhicule tout terrain) qui était prévu depuis la première année, l'enquête va pouvoir enfin démarrer. Cependant la méthodologie est à repenser entièrement.

. En Gambie : l'enquête prix a démarré en Novembre/Décembre. Le traitement des données a commencé en Janvier 1990.

. En Guinée-Bissau : le suivi des marchés a pu être réalisé, mais le dispositif n'est pas assez perfectionné. Il est à repenser.

. En Mauritanie : l'identification des marchés dans les zones de production a été faite. Une typologie de marché a été définie et un échantillon de marchés ruraux a été arrêté (le choix est basé sur les critères d'accessibilité et de facilité des moyens de transmission). Un Comité Technique

pour la coordination des actions de suivi des marchés a été créé (SSA, CSA, FEWS). Le projet Allemand, d'appui au CSA, collecte des prix dans 60 marchés semi-ruraux.

La formation des enquêteurs du Service des Statistiques Agricoles (SSA) a été faite en Février 1990, et les 1ers relevés sont prévus en Mars 1990.

. Au Niger : la dynamique nationale créée depuis l'atelier national collecteurs-utilisateurs (4-6 Avril 1989) se poursuit par l'exécution de trois enquêtes : prix et flux, évolution/classement des marchés et enquêtes "commerçants".

. Au Tchad : la participation de deux cadres au séminaire SIM du Niger (4 - 6 Avril 1989) a servi de catalyseurs pour le groupe "prix". Des discussions se poursuivent pour le démarrage prochain d'une enquête sur les marchés céréaliers. Dans ce cadre, les travaux de préparation d'un séminaire national prévu avant le 30 Avril 1990 sont en cours.

Au niveau régional, les préparatifs du séminaire international sur le SIM (prévu à Bamako les 23, 24 et 25 Avril 1990) se déroulent de manière satisfaisante : contacts suivis avec les autorités Maliennes et concertation périodique avec le Club du Sahel.

c) Enquête stocks paysans

. Au Burkina : l'enquête a été achevé et les résultats définitifs sortis et intégrés au bilan céréalier.

. Au Mali : l'opération pilote a été effectuée et les résultats, intégrés au bilan céréalier, comme au Burkina. Les fichiers sont en cours d'apurement, et une analyse plus fine devrait permettre de mieux interpréter les résultats.

. Au Niger : les résultats de l'opération pilote publiés sont ceux d'interviews des paysans, du fait des difficultés d'exploiter les données des évaluations des stocks par mesure des volumes (manque de formation des enquêteurs, etc...). La rédaction du rapport final est terminée. Il comprend une partie inventaire des structures stockage et une partie estimation des stocks.

La publication devrait être prête à mi-Mars 1990.

d) Enquête consommation céréalière

. Au Burkina : la collecte a commencé en Novembre 1989 et se poursuit d'une façon correcte. Cependant, il faut déplorer un manque de collaboration de la part de centres régionaux de Promotion Agricole (CRPA) qui ne se sentent pas concernés, du fait que l'enquête est exécutée directement par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), à l'aide d'enquêteurs recrutés à cet effet.

. Au Mali : l'enquête pour l'opération pilote a commencé le 15 Février 1990, avec la formation des enquêteurs. Elle est prévue pour 12 mois comme au Niger, et au Burkina.

. Au Niger : l'enquête test dans deux arrondissements a été bien menée. L'enquête nationale pour l'opération pilote a débuté que le 1er Mars 1990, pour un an.

d) Les enquêtes dans le domaine d'Elevage.

. Au Burkina : l'opération pilote de 1ère année, "enquête nationale sur les effectifs du cheptel" (secteurs traditionnel et moderne) est entièrement terminée. Les 2 volumes de publication finale sont à l'imprimerie. Le volume 1 traite des résultats et de l'analyse. Le volume 2, concerne la méthodologie. Le bilan critique de cette opération pilote est inscrit à l'ordre du jour du séminaire sur les "évaluations des statistiques d'élevage" organisé par le projet pour les 26-27 et 28 Mars 1990 à Ouagadouou.

L'enquête suivi de troupeaux se poursuit. Mais elle est à repenser entièrement.

. En Gambie : la collecte des données sur le terrain pour l'opération "recensement" cheptel a commencé en Novembre/Décembre, et le traitement a débuté en Janvier 1990. La publication des résultats préliminaires est attendue en Mars 1990.

. Au Mali : le suivi des marchés à bétail se poursuit normalement, grâce en partie au préfinancement par l'OMBEVI.

Le suivi des troupeaux se déroule correctement sous la Direction de l'Elevage.

Le recensement de l'élevage qui était programmé n'a toujours pas eu lieu. Cependant les préparatifs continuent bon train : concertation entre les services nationaux concernés pour la définition des objectifs du recensement, sa méthodologie, son organisation et son calendrier. Les autorités Maliennes assurent pouvoir commencer les opérations de terrain avant fin Avril 1990.

. Au Niger : l'enquête suivi des marchés à bétail se poursuit. cependant, la méthodologie n'a pas été évaluée. Il y a une légère amélioration de la capacité d'analyse. Il y a une publication.

. Au Sénégal : la collecte des données sur les marchés à bétail se poursuit. Le traitement est manuel ; à cause du retard de livraison micro ordinateur prévu dans le cadre DIAPER II. Ce micro vient d'être livré. De même le véhicule prévu vient d'être achevé.

Il y a diffusion par radio des prix de bétail. Le suivi de troupeau a lieu dans deux zones du pays, la première comprend les régions de Louga et de St. Louis, la deuxième, les régions de Ziguinchor, Tambacounda et Kolda. Il porte sur 6.000 têtes dans chaque zone.

. Au Tchad : le suivi des marchés à bétail se poursuit avec une nette amélioration par la publication des bulletins en Septembre et Octobre 1989 et Janvier 1990.

Il y aura une diffusion par radio des prix de bétail.

Au niveau régional, le traitement est informatisé. les préparatifs administratifs techniques et logistiques du séminaire sur l'évaluation des statistiques d'élevage se poursuivent. Parmi les points inscrits à l'ordre du jour figurent le point sur les enquêtes de suivi sur les marchés à bétail.

1.2.2. SOUS OBJECTIF N° 4 : ANALYSE ET INTENSIFICATION DE LA DIFFUSION NATIONALE ET REGIONALE DE L'INFORMATION.

. L'amélioration et l'actualisation de la centrale d'information, aux niveaux régional et national, a débuté à Ouagadougou, avec le démarrage du contrat-cadre avec la SOMEA (Bureau d'Etudes Italien). Le transfert des banques nationales se fera avant Juin 1990.

. Au niveau régional, le bulletin de l'ECA faisant le bilan de la campagne de commercialisation céréalière 1988/89 et le bilan de la campagne agro-pastorale 1989/90 est paru en Janvier 1989, et largement diffusé. Cette publication présente aussi les bilans céréaliers ex-post 1987/88 et 1988/89, et prévisionnel 1989/90.

. Au niveau national, de nombreuses publications ont été réalisées après Novembre 1989. Ainsi :

. Au Burkina : suivi des prix de marchés, résultats de l'enquête stocks paysans, les volume I et II de l'enquête nationale sur les effectifs du cheptel, statistiques des productions agricoles de 1984 à 1989 et bulletin national de suivi de la situation alimentaire.

. Au Cap Vert : publication de l'annuaire des statistiques agricoles 1989

. En Gambie : publication des résultats définitifs de la campagne agro-pastorale.

. En Guinée-Bissau : publication du bulletin périodique sur le suivi de la situation alimentaire.

. En Mauritanie : publication des résultats du premier et de deuxième passages Diéri.

. Au Mali : publication périodique des informations sur le suivi de marchés à bétail.

. Au Niger : publication du bulletin sur le suivi de campagne agro-pastorale, publication des données sur les SIM, publication des données sur les SIM, publication de Flash DIAPER.

. Au Sénégal : publication des résultats définitifs de l'enquête agricole et du bilan céréalier prévisionnel.

. Au Tchad : bulletin périodique de suivi de campagne et publication des données sur les marchés à bétail.

1.2.3. SOUS OBJECTIF N° 5 : FORMATION

- Au Burkina Faso : poursuite d'une formation moyenne durée en Télédétection.

- Au Cap-Vert : séminaire sur les statistiques agricoles prévu du 1er au 14 Mars 1990.

- En Mauritanie : formation de trois documentalistes, à Nouakchott.

- Au Tchad : formation de quelques mois de trois cadres en informatique.

1.2.4. SOUS OBJECTIF N° 6 : SUIVI ET EVALUATION INTERNE.

Les fiches techniques de suivi des opérations de collecte en général. Elle figurent en annexe au présent document.

Dans le cadre de la coordination générale et le suivi des activités, l'ECA a réalisé certaines actions :

- Elaboration d'un rapport portant sur les activités de 2ème année au 30 Novembre 1989.
- Mission de coordination au Mali, à Niamey, à Dakar pour rencontrer les animateurs locaux concernés pour préparer la mission d'évaluation à mi-parcours du projet et la programmation de la troisième année.
- Mission techniques des Experts de l'ECA au Mali, au Niger et au Burkina pour le suivi des opérations pilotes.
- Réunions de travail de l'ECA à Ouagadougou sur le suivi général du programme.

Dans les pays, les Chefs de file des Composantes Nationales, élaborent périodiquement des rapports de suivi des activités.

1.3. SUR LE PLAN FINANCIER

Comme évoqué dans le rapport d'activités fait au mois de Novembre 1989, la situation financière de la 2ème année a été marquée par la nouvelle procédure CCE d'avance de 30%. On ne le dira jamais assez, cette procédure est inadaptée à la gestion de ce genre de projet.

Les reliquats de 1ère année (C.N + ECA) ont évité au projet la situation de blocage.

Les tableaux mis en annexe, présentent l'exécution financière de 2ème année.

II - PROGRAMME DE 3EME ANNEE

La programmation pour la 3ème année, tient compte de l'évaluation des activités de 2ème année et veut préserver et consolider les acquis du Projet en tentant de combler les insuffisances décelées, et d'améliorer les méthodologies de collecte et de traitement de données. Dans ses grandes lignes elle reconduit les activités menées en 2ème année.

1. PROGRAMME AU NIVEAU NATIONAL

Cette programmation des actions a été faite après concertation nationale entre toutes les parties concernées.

Les devis programmés des Composantes nationales, arrêtés par l'ECA, ainsi que le résumé succinct des programmes nationaux figurent en annexe.

1.1. SOUS-OBJECTIFS 1 ET 2 : RENFORCEMENT DES STRUCTURES NATIONALES, DECLOISONNEMENT DE L'INFORMATION ET COORDINATION DES ACTEURS

. Au Burkina Faso : le projet va apporter un appui matériel et financier au Chef de file (DEP) dans ses activités de coordination des acteurs, notamment dans la gestion, la mise à jour et l'exploitation de la centrale d'information.

De même le projet finance l'organisation d'un séminaire national sur la coordination de l'information pour le suivi des politiques de sécurité alimentaire. Ce séminaire va être organisé par la DEP et l'INSD. Le dit séminaire doit définir les différents domaines de la sécurité alimentaire, mettre au point un plan opérationnel national pour la collecte, le traitement et la diffusion de l'information, identifier pour chaque domaine les structures nationales impliquées, et définir les normes de gestion et de diffusion de l'information. Ledit séminaire doit aboutir à une proposition de structure nationale de coordination des activités de suivi de la situation alimentaire.

. Au Cap-Vert, c'est la poursuite de l'appui à la Direction Générale d'Agriculture (DGFA) et à la Commission Nationale de Suivi et Evaluation de la Situation agricole et alimentaire (CNSSAA) dans le suivi de la campagne agro-pastorale.

. En Gambie, un certain nombre de séminaires sont programmés. Il s'agit de :

- . un séminaire d'évaluation de l'enquête NASS 1989/1990
- . un séminaire de coordination avant enquête 1990/1991
- . un séminaire d'évaluation de l'enquête 1990/1991.

. En Guinée-Bissau : l'appui au Bureau pour la Sécurité Alimentaire (BPSA), dans la collecte, l'analyse et la diffusion des données se poursuivra. Le BPSA tente de coordonner les services nationaux pour le suivi de la situation alimentaire. Un séminaire de sensibilisation est envisagé.

. Au Mali : l'institut d'Economie Rurale joue le rôle de chef de file. A ce titre, il assure la coordination des membres de la Composante Nationale. Le projet continuera à l'appuyer.

. Au Niger : le Comité National pour le Système d'Alerte Précoce (SAP) a déjà été créé en 1989. L'Animateur locale basé à Niamey joue le rôle de conseiller du Secrétaire Permanent du SAP. L'appui au SAP se fera donc dans le cadre des moyens fournis à l'Animateur local.

. Au Sénégal : il s'agira d'aider les efforts nationaux pour concrétiser les recommandations du Séminaire sur la "Gestion de l'information pour la Sécurité Alimentaire" organisé en Mars 1989 à Dakar. Lesdites recommandations visent à mettre en place une structure nationale de coordination et de gestion des activités de suivi de la sécurité alimentaire. Evidemment, l'Animateur local continuera à appuyer techniquement le comité des experts.

La Direction de l'élevage envisage d'organiser un séminaire sur les marchés à bétail.

Par ailleurs, il est prévu un séminaire collecteurs/décideurs sur les marchés à bétail.

. Au Tchad : Il faudra poursuivre les efforts déployés dans le sens de concrétiser les engagements des autorités tchadiennes par la mise en place d'une structure nationale de coordination des actions. En même temps, il faut chercher à déménager l'Animateur local du BPSA, pour lui permettre de jouer son rôle.

1.2.2. SOUS-OBJECTIFS N°3 : MISE EN OEUVRE, AMELIORATION ET HARMONISATION DE LA COLLECTE ET DU TRAITEMENT DES DONNEES

1.2.2.1. Enquête Agricole Permanente

Dans tous les pays, cette enquête sera enrichie par les conclusions et recommandations du séminaire sur les prévisions des récoltes (Ouagadougou, 26 - 28 Mars 1989).

. Au Burkina Faso : l'enquête nationale sera redéfinie en fonction, des nouvelles ressources humaines dégagées dans le cadre de l'intervention de la Banque Mondiale (un corps d'enquêteurs spécialisées sera constitué avec plus d'une centaine d'agents).

Ceci donnera l'opportunité d'améliorer la méthodologie en adoptant un plan de sondage et un plan d'opération plus judicieux.

L'enquête permettra de disposer des estimations de superficies à partir des mesures objectives en fin Septembre, de prévision des récoltes et des stocks paysans en fin Octobre ; et des estimations de rendement en Février.

L'échantillon sera entre 350 et 400 villages tirés aléatoirement dans les provinces.

Le contrôle de terrain et la supervision seront renforcés.

Les données seront centralisées et traitées à Ouagadougou sur support informatique.

. Au Cap-Vert : poursuite de l'enquête agricole courante dans les mêmes conditions qu'en 2ème année. En même temps, l'exploitation du recensement continuera et sera achevée. Le suivi de la campagne effectué sous la direction de la DGFA recevra un appui

. En Gambie : l'enquête agricole permanente (NASS) sera poursuivie avec renforcement du contrôle.

. En Guinée-Bissau : l'enquête agricole sera réalisée par le GAPLA, dans les mêmes conditions qu'en 2ème année.

L'exploitation du recensement va continuer et sera achevée.

. Au Mali : l'enquête de conjoncture sera mise en oeuvre conjointement par la DNA et la DNSI dans un contexte d'arrêt du financement PADEM à la DNSI, et de non participation de certaines opérations de développement telle que la CMDT. Le budget arrêté dans le cadre de DIAPER tient compte de cette nouvelle situation.

. En Mauritanie : l'enquête permanente aura lieu dans un contexte où la poursuite du financement du projet PNUD/FAO n'est pas acquise Il est retenu une décentralisation plus poussée avec la création de 2 nouveaux bureaux régionaux (un dans le Tagant et un autre dans l'Adrar). Le budget arrêté dans le cadre de DIAPER tient compte de ces 2 éléments.

. Au Niger : l'effort marqué sur l'amélioration de l'enquête agricole permanente sera maintenu. D'ores et déjà, certains points faibles commencent à être redressés. La base de sondage sera établie à partir du fichier villages émanant du recensement général de 1988.

En outre, des dispositions seront prises par la DSAE pour assurer une centralisation des données à Niamey et leur traitement.

La collecte, le contrôle et le suivi seront réorganisés davantage. La supervision sera revue et améliorée.

Le suivi de campagne agro-pastorale constitue un volet spécifique géré par le Groupe Technique Pluridisciplinaire, appuyé par DIAPER II.

. Au Sénégal : il y'aura le renforcement du dispositif de l'enquête agricole par l'amélioration du suivi de campagne, aussi que celle de la méthodologie de prévision et de l'évaluation des récoltes.

Le suivi des cultures de décrues se poursuivra en tant que volet spécifique de l'enquête agricole.

. Au Tchad, l'enquête agricole sera exécutée par le BPSA, dans la zone soudanaise toujours dans des conditions d'insuffisance de personnel permanent. La base de sondage va être améliorée.

L'enquête, en zone sahélienne sera réalisée par l'Office National de Développement Rural (ONDR).

1.2.2.2. ENQUETE STOCKS PAYSANS

Elle sera intégrée directement à l'enquête agricole permanente au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Dans ces pays, les stocks ont pu être évalués en fin de campagne dernière.

Elle sera réalisée par les services de statistiques agricoles sous forme d'enquête nouvelle et/ou généralisée au niveau national, dans les pays suivants : Gambie, Guinée-Bissau, Mauritanie, Sénégal et Tchad.

1.2.2.3. ENQUETE SUIVI DES MARCHES CEREALIERS

Au Burkina Faso, l'enquête exécutée par l'OFNACER se poursuivra.

Au Cap-Vert, elle sera réalisée par la Direction Générale de l'Agriculture (DGFA). La méthodologie et l'organisation devra être revue, en tenant compte des moyens matériels et humains obtenus (motos et véhicules livrés, enquêteurs recrutés).

En Gambie, en Guinée-Bissau, et en Mauritanie, et au Tchad, l'enquête sera exécutée par le service des statistiques agricoles (respectivement, PPMU, GAPLA, SSA et BPSA).

Contrairement aux autres pays où l'enquête porte essentiellement sur le suivi des Prix, elle se compose au Niger de 3 enquêtes permanentes : prix et flux, évolution du classement des marchés et enquête commerçants. C'est un système d'information sur les marchés (SIM) qui est mis en place. Il s'agira ici de consolider l'équipe centrale du SIM et de mettre progressivement en place quelques enquêtes complémentaires (flux frontaliers, prix Nigéria, etc...).

Au Mali et au Sénégal, l'enquête sur les marchés existe mais n'est pas financée par DIAPER. Elle est exécutée au Mali par l'OPAM et au Sénégal par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA).

1.2.2.4. ENQUETE CONSOMMATION CEREALIERE

. Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, il s'agit de continuer et finaliser l'enquête Test entamée en 2ème année. Il reste à effectuer les 2 derniers passages de terrain et à mettre au point le programme d'exploitation. Il est envisagé, dans le cadre des opérations pilotes, une enquête consommation urbaine au Cap-Vert, en Guinée-Bissau et au Tchad. Les modalités pratiques devront être mises au point ultérieurement.

1.2.2.5. SUIVI DES MARCHES A BETAIL

L'enquête menée au Mali (OMBEVI), au Niger (DSAE), au Sénégal (DNE) et au Tchad (DNE), sera poursuivie, à la lumière des conclusions du séminaire sur l'évaluation des statistiques d'élevage de Ouagadougou les (26,27,28 Mars 1990).

1.2.2.6. SUIVI DES TROUPEAUX

. Au Burkina Faso, la méthodologie sera revue, ainsi que l'échantillon de troupeaux suivi. Le suivi sera à passages trimestriels (4 passages par ans) et les données seront exploitées chaque année pour un cycle de 12 mois.

. Au Mali le suivi de troupeau est intégré dans un système global d'information sur le bétail, réalisé par la Direction nationale de l'Elevage (DNE).

. Au Sénégal, l'enquête initiée en 2ème année se poursuivra.

. En Gambie, il est envisagé une opération de suivi de troupeaux.

1.2.2.7. RECENSEMENT DE CHEPTEL

. Après le Burkina où une opération pilote sur l'enquête nationale de cheptel a été réalisée en 1988/89, le Mali s'attaque au recensement de cheptel. C'est une opération exécutée conjointement par l'OMBEVI et la DNE.

Le financement DIAPER (60 millions) pour l'opération prévu en 2ème année a été en partie reportée en 3ème année. La mobilisation de financement complémentaire (équipement et salaire du personnel) s'avère nécessaire.

. En Guinée-Bissau, il est envisagé un recensement du cheptel dans 2 régions (celle de Bafata et celle Gaba).

1.2.3. SOUS-OBJECTIFS N°4 : ANALYSE ET INTENSIFICATION DE LA DIFFUSION NATIONALE ET REGIONALE DE L'INFORMATION

Au Burkina Faso, au Cap-Vert, en Guinée-Bissau, au Niger et au Tchad, il sera poursuivi la publication d'un bulletin périodique national sur le suivi de la situation alimentaire. La diffusion devra être plus large.

Dans tous les pays, le suivi de la campagne agro-pastorale sera réalisé et la publication des résultats de prévisions et d'évaluation des récoltes se fera, soit à travers les bulletin périodique national, soit de manière ad hoc.

1.2.4. FORMATION

Dans tous les pays, la formation sur le tas se fera dans le cadre des préparatifs des différentes opérations de collecte. Dans certains cas, cette formation se fait aussi par séminaire national.

Au Burkina Faso, la formation en télédétection se poursuivra.

2. PROGRAMME AU NIVEAU REGIONAL

Le programme dit régional, c'est l'ensemble des activités placées sous le contrôle direct de l'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA) du projet en raison de leurs portées qui débordent le cadre national ou de leurs modalités d'exécution qui relèvent d'elle.

. Parmi ces activités, figurent évidemment celles relatives à la gestion administrative, financière et technique du projet.

Ce sont les tâches de coordination générale de recherche de cohérence et de suivi de l'ensemble des activités du projet, tant au niveau des pays qu'aux niveaux régional et international.

D'une façon spécifique, les activités régionales de 3ème année sont les suivantes :

- . le renforcement institutionnel et technique des Composantes Nationales à travers les animations locales.
- . les appuis méthodologiques aux structures nationales dans le cadre des opérations programmées.
- . le suivi de l'évaluation de la campagne agro-pastorale et de la campagne de commercialisation.
- . l'établissement et l'analyse des bilans céréaliers régionaux.
- . la gestion de la centrale d'information
- . la définition d'une politique de diffusion et la publication d'un bulletin régional de suivi de la situation alimentaire.
- . la définition des termes de références, la conception ou la supervision de la conception méthodologique de toutes les opérations pilotes à programmer en général et des opérations suivantes en particulier :
 - taux de pertes post-récoltes et semences
 - suivi d'une échantillon restreint de l'enquête agricole au Sénégal
 - enquête consommation céréalière urbaine au Cap-Vert, en Guinée-Bissau et au Tchad
 - circuits de commercialisation du bétail, au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie et au Niger
- . la supervision et le suivi de l'exécution des opérations pilotes programmées

- . l'établissement des rapports méthodologiques sur les opérations pilotes réalisées.
- . la supervision et le suivi de l'amélioration de la centrale d'information et de la mise en place des chaînes de traitement et de gestion de données des enquêtes agricoles.
- . Les missions d'évaluation 3ème année et de programmation pour la 4ème année.
- . l'organisation des réunions du Comité Technique (fin Février/début Mars 1991), de la Concertation Régionale (début Mars 1991) et de la Coordination CILSS/CCE/Italie (fin Mars/début Avril 1991).
- . l'organisation du séminaire régional sur "la gestion de l'information pour la sécurité alimentaire (fin Décembre/début Janvier 1991).
- . l'organisation de la réunion des experts du CILSS sur le bilan de la campagne agro-pastorale 1990/91 et de la campagne de commercialisation céréalière 1989/90 (Octobre/Novembre 1991).
- . l'organisation du séminaire régional sur les "enquêtes de consommation céréalière" (Avril 1991).
- . l'organisation de la réunion CILSS/Club du Sahel du "Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel".

1

ANNEXE I

RESUME DES PROGRAMMES NATIONAUX

BURKINA FASO

- Appui de la coordination des activités et centralisation de l'information
- Séminaire national sur la coordination de l'information pour le suivi de la politiques de sécurité alimentaire
- Amélioration de l'enquête agricole incluant les stocks paysans
- Suivi de troupeaux
- Suivi des marchés céréaliers
- Poursuite de l'enquête consommation des céréales
- Bulletin national de suivi de la situation alimentaire
- Formation enquêteurs
- Poursuite formation en télédétection

CAP-VERT

- Appui à la Commission Nationale et Evaluation situation agricole des Etats membres
- Enquête agricole permanente
- Poursuite et finalisation traitement recensement agricole
- Suivi des marchés agricoles
- Bulletin annuel des statistiques
- Bulletin suivi campagne agro-pastorale, et bulletin suivi situation alimentaire
- Formation enquêteurs

GAMBIE

- Séminaire évaluation enquête 1989/1990
- Séminaire coordination avant enquête 1990/1991
- Séminaire évaluation enquête 1990/1991
- Enquête agricole permanente (NASS)

- . Enquête stocks paysans
- . Suivi des marchés céréaliers
- . Suivi de troupeaux
- . Formation enquêteurs

GUINÉE-BISSAU

- . Appui au Bureau pour la sécurité alimentaire (EPSA)
- . Séminaire sensibilisation
- . Séminaire recyclage
- . Enquête agricole permanente
- . Enquête stocks paysans
- . Suivi des cours de produits agricoles
- . Recensement cheptel dans 2 régions (Bafata et Gabu)
- . Bulletin périodique de suivi de la situation alimentaire

MALI

- . Appui à l'Institut d'Economie Rurale (IER) dans la coordination
- . Enquête conjointe DNA/DNSI incluant les stocks paysans
- . Poursuite enquête consommation des céréales
- . Suivi des marchés à bétail
- . Suivi de troupeaux
- . Recensement du cheptel
- . Formation enquêteurs

MAURITANIE

- . Enquête agricole permanente
- . Stocks paysans
- . Suivi des marchés céréaliers
- . Formation enquêteurs

NIGER

- Appui au Secrétariat Permanent Système d'Alerte Précoce (SAP)
- Enquête agricole permanente incluant volet stocks paysans
- Consolidation Système Information sur les Marchés (SIM)
- Poursuite enquête consommation céréalière
- Suivi des marchés à bétail
- Collecte données publication
- Bulletin suivi campagne agro-pastorale
- Publication périodique sur suivi des marchés, et suivi situation alimentaire
- Formation enquêteurs

SENEGAL

- Appui aux efforts nationaux pour la mise en place cellule de coordination actions suivi situation alimentaire
- Séminaire élevage (marchés à bétail)
- Enquête agricole permanente
- Enquête stocks paysans
- Suivi des marchés à bétail
- Suivi de troupeaux
- Formation enquêteurs

TCHAD

- Poursuite aux efforts pour la mise en place cellule national de coordination
 - Enquête agricole permanente incluant stocks paysans
 - Suivi des marchés céréaliers
 - Suivi des marchés à bétail
 - Bulletin périodique suivi campagne, et suivi situation alimentaire
 - Formation enquêteurs.
-

A N N E X E II

II.1. TABLEAUX SUR EXECUTION FINANCIERE DE LA DEUXIEME ANNEE

II.2. TABLEAUX SUR BUDGET PREVISIONNEL DE LA TROISIEME ANNEE

**TABLEAU N° II-1 : RECAPITULATIF BUDGET PRÉVISIONNEL 3 ÈME ANNÉE
DES COMPOSANTES NATIONALS (ANNEXE N° 6 DE LA PROPOSITION DE FINANCEMENT
(EN 1.000 F CFA)**

TABLEAU N° III-2 BURKINA : BUDGET RECAPITULATIF 1ERE ANNEE
EN 1.000 FCFA

RUBRIQUES	ENQUETE AGRIC. + STOCKS PAYS.	MARCHES CEREAUX	CONSOMMATION TROUPEAU	SUIVI TROUPEAU	SEMINAIRE INFO.	BULLETIN CENTRALE + INFO.	COORDINAT. ET GESTION	TOTAL	IFINANT FED	IFINANT ITALIE
EQUIPEMENT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FONCTIONNEMENT	7.032	6.082	6.415	4.482	2.050	996	1.780	28.837	28.837	0
FORMATION	8.050	0	0	0	0	0	0	8.050	8.050	0
IMPREVUS	500	0	0	0	0	0	0	500	500	0
TOTAL	15.582	6.082	6.415	4.482	2.050	996	1.780	37.387	37.387	0

BURKINA : BUDGET PREVISIONNEL 3EME ANNEE

1. ENQUETE AGRICOLE

1.1. Equipment	PM
1.2. Fonctionnement	
1.2.1. Formation des agents	1.900.000
- Transport agents (130 pers. x 25 jr/km x 200 km)	650.000
- Carburant mission formateurs	200.000
- Frais mission formateurs (5 j x 3 sup. x 7.500)	112.500
- Frais mission chauffeurs (5 j x 3 ch. x 3.000)	45.000
- Indemnités formation (15 h x 3 sup. x 2.500)	112.500
- Indemnités agents (130 pers. x 3 jrs x 2.000)	780.000
1.2.2. Formation	
- Frais formation en télédétection et bourse pour un cadre	6.150.000
1.2.3. Collecte des données	6.432.000
- Entretien et réparation Véhicule de tournée (2 véhicules)	500.000
- Entretien et réparation motos de collecte (11 x 500.000 frs)	550.000
- Frais de mission de supervision équipe centrale (7 jrs x 3 sup. x 4 sorties x 7.500 frs)	630.000
- Frais de mission chauffeur supervision (7 jrs x 3 ch. x 4 sorties x 3.000 frs)	252.000
- Carburant équipe centrale	2.000.000
- Carburant CRPA	2.000.000
- Communications téléphoniques	500.000
1.2.4. Traitement et publication	600.000
- Heures supplémentaires saisie et apurement des données	200.000
- Fournitures informatiques	100.000
- Fournitures de bureau	300.000
- Frais d'impression	PM
1.2.5. Imprévus	500.000

TOTAL 1.

15.582.000

2. ENQUETE SUIVI DES PRIX DES MARCHES DE CEREALES

2.1. Equipement	PM
2.2. Fonctionnement	
- Indemnité de supervision 15.000 x 2 sup. x 12 mois	360.000
- Indemnités enquêteurs 27 x 10.000 x 12 mois	3.240.000
- Indemnités contrôleurs 10 x 12 mois x 5 000 Frs	600.000
- Frais de mission de supervision 7 jrs x 2 sup. x 6 sorties x 7.500 frs	630.000
- Frais de mission chauffeur 7 jrs x 2 ch. x 6 sorties x 3.000 frs	252.000
- Carburant supervision	700.000
- Fourniture de bureau	300.000
TOTAL 2.	6.082.000

3. SUIVI DU TROUPEAU

3.1. Equipement	PM
3.2. Fonctionnement	
- Indemnités enquêteurs 80 x 12 jrs x 2.000 frs	1.920.000
- Frais de mission supervision 7 jrs x 8 sup. x 6 sorties x 7.500 frs	630.000
- Frais mission chauffeur 7 jrs x 2 ch. x 6 sorties x 3.000 frs	252.000
- Entretien et réparation mobylettes	PM
- Carburant véhicule de tournée	600.000
- Essence contrôle et supervision CRPA	600.000
- Sensibilisation éleveurs 6.000 x 80	480.000
- Fourniture de bureau	PM
- Heures supplémentaires saisie des données	PM
TOTAL 3.	4.482.000

4. BULLETIN DE SUIVI DE LA SITUATION ALIMENTAIRE

4.1. Equipement	PM
4.2. Fonctionnement	
- Indemnité responsable de collecte et d'analyse 2 x 15.000 x 12	360.000
- Heures supplémentaires traitement informatique 10 h x 500 frs x 12	60.000

- Heures supplémentaires reprographie	60.000
- Essence mobylettes 2 x 30 l x 300 frs x 12	216.000
- Fournitures de bureau	300.000
TOTAL 4.	996.000

5. ENQUETES CONSOMMATION DE CEREALES

5.1. Equipement

5.2. Fonctionnement

5.2.1. Collecte de données

- Frais de transport pour recyclage et dépôts données à Ouaga 25 jrs/km x 500 kg x 10 enq. x 2 pass.	250.000
- Salaires enquêteurs 7 mois x 10 x 55.000 frs	3.850.000
- Carburant mobylettes enquêteurs 20 l x 3 mois x 2 passages x 325 h	390.000
- Carburant supervision CRPA	600.000
- Carburant supervision nationale	300.000
- Frais de mission superviseurs nationaux 2 sup. x 5 sorties x 5 jrs x 7.500 frs	375.000
- Frais de mission chauffeurs 2 ch. x 5 sorties x 5 jrs x 3.000 frs	150.000
- Forfait entretien mobylette 5.000 frs x 10 enq.	50.000

5.2.2. Exploitation

- Heures supplémentaires saisie et apurement	100.000
--	---------

5.2.3. Publication et divers

- Fournitures de bureau	300.000
- Heures supplémentaires personnel de gestion et de reprographie	50.000

TOTAL 5.	6.415.000
-----------------	------------------

6. COORDINATION ET GESTION CENTRALE D'INFORMATION

6.1. Equipement

6.2. Recueil des données et gestion centrale

- Indemnité agent de recueil des données	180.000
- Essence mobylette	100.000
- Heures supplémentaires de saisie	200.000
- Heures supplémentaires secrétariat	300.000
- Fourniture informatique	100.000
- Fourniture de bureau	100.000

- Heures supplémentaires agent pour gestion	300.000
- Imprévus	500.000
TOTAL 6.	1.780.000

**7. SEMINAIRE POUR LA GESTION DE L'INFORMATION
SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE**

- Per diem participants 30×5 jrs x 7.500 frs	1.125.000
- Per diem chauffeurs (5×5 jrs x 3.000 frs)	75.000
- Transport (30×25 fr/km x 300)	200.000
- Location salles de réunions et de conférences	PM
- Fournitures de bureau	200.000
- Heures supplémentaires dactylo	100.000
- Heures supplémentaires reprographie	50.000
- Divers et imprévus	300.000
TOTAL 7.	2.050.000
TOTAL 1 à 7 :	37.387.000

TABLEAU N° III-3

CAP VERT : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 3EME ANNEE
(en 1.000 F CFA)

Taux change = 1 Escudo = 4.5 FCFA

	I APPUI DISPOSITIF UIVI MARCHES I ENQ. AGRICOLE I AGRICOLES	TOTAL	FINANCEMENT FED	FINANCEMENT ITALIE
EQUIPEMENT	0	0	0	0
FONCTIONNEMENT	15.624,27	7.483,05	23.107,32	23.107,32
FORMATION	1.260,00	1.800,00	3.060	3.060
IMPREVU	270,00	225,00	495	495
TOTAL	17.154,27	9.508,05	26.662,32	26.662,32

CAP-VERT : BUDGET PREVISIONNEL (3EME ANNEE) DIAPER II.

I. APPUI A ENQUETE AGRICOLE ANNUELLE ET AMELIORATION
STAISTIQUES AGRICOLES PAR DIRECTION D'ETUDES ET DE
PROGRAMMATION 1 Escudo = 4.5 F.

	ESCUDO	F CFA
	PM	
1. Equipement		
2. Fonctionnement		
2.1. Indemnités de déplacement		
· Chef Division Statistiques Agricoles 1 x 4.500 x 12	54.000	243.000
· Enquêteurs : 13 x 9.500 x 12	1.482.000	6.669.000
· Superviseurs : 4 x 3.500 x 12	168.000	756.000
· Chauffeur : 1 x 4.500 x 12	54.000	243.000
· Agents de saisie : 2 x 9.500 x 12	228.000	1.026.000
Total indemnités	1.986.000	8.937.000
2.2. Entretien/Carburant		
a) Carburant		
- Motos : 18 x 401 x 45 x 12	388.800	1.749.600
- Véhicules 125.000 x 1 = 125.000		
. MDRP = 50 %		
. DIAPER = 50 %	62.500	281.250
(Assurances à la charge du MDRP)		
b) Entretien		
- Motos : 7.000 x 18	126.000	567.000
- Voiture : 80.000 x 1	80.000	360.000
Total Entretien/Carburant	657.300	2.957.850
2.3. Missions de supervision et de coordination dans les îles		
a) Transport		
Stº. Antão : 3 voyages x 7.000,00 x 2 tech.	42.000	189.000
Fogo/Brava : 3 voyages x 4.460,00 x 2 tech.	26.760	120.420
S. Nicolau : 5 voyages x 6.200,00 x 2 tech.	62.000	279.000
Maio : 5 voyages x 3.000,00 x 2 tech.	30.000	135.000
Boa Vista : 5 voyages x 4.800,00 x 2 tech.	48.000	216.000
Total transport	208.760	939.420
b) Perdiem		
St. Antao		
2 techn x 5 jours x 3 voyages x 2.000,00 =	60.000	270.000
Fogo/Brova		
2 techn x 10 jours x 3 voyages x 2.000,00 =	120.000	540.000
St. Nicolau		
2 techn x 5 jours x 5 voyages x 2.000,00 =	100.000	450.000

Maio				
2 techn x 3 jours x 5 voyages x 2.000,00 =		60.000		270.
Boa Vista				
2 techn x 4 jours x 5 voyages x 2.000,00 =		80.000		360.
Total Perdiem		420.000		1.890.0
Total Missions		628.760		2.829.4
2.4. Fournitures de bureau (forfait)		100.000		450.0
2.5. Maintenance des appareils				
- 2 micro-ordinateurs + 1 photocopieuse		100.000		450.0
Sous-total Fonctionnement		3.472.060		115.624.2
3. Formation				
3.1. Formation locale : recyclage du personnel d'enquête (enquêteurs et superviseurs)		280.000		1.260.0
Sous total formation		280.000		1.260.0
4. Imprévus		60.000		270.0
TOTAL ENQUETE AGRICOLE		3.812.060		117.154.2
II.APPUI ENQUETE SUIVI MARCHES AGRICOLES (DGFA)				
1. Equipement		PM		
2. Fonctionnement				
2.1. Indemnités de déplacement				
- Enquêteurs : 8 x 9.500 x 12		912.000		4.617.0
- Chauffeur : 1 x 4.500 x 12		54.000		243.0
2.2. Missions				
- Transport (avions) et perdiem contrôleurs niveau central (forfait)		200.000		900.0
2.3. Carburant/Entretien		256.900		
- Motos : 9 x 40 x 45 x 12	194.400			
- Voiture	62.500			
2.4. Fournitures de bureaux		80.000		
2.5. Maintenance (1 ordinateur et 1 photocopieuse)		80.000		
2.6. Publication bulletins		80.000		
TOTAL FONCTIONNEMENT		1.662.900		1.026.00

3. Formation			
- Stage pour 30 participants (20 dans l'ile de Santiago et 10 dans les autres îles).			
3.1. Transport : 7.000 x 10	70.000	315.000	
3.2. Perdiem : 10.000 x 30	300.000	1.350.000	
- Encadrement informatique			
3.3. Formation sur place	30.000	135.000	
Total formation	400.000	1.800.000	
4. Consultation			
4.1. Consultation information (en Mai 1990)	PM	PM	
5. Imprévus			
TOTAL SUIVI MARCHES	50.000	240.354	
TOTAL CAP-VERT	2.063.039	9.283.676	
	5.875.099	126.437.946	

TABLEAU N° III-4 GAMBIE : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 3eme ANNEE
EN 1.000 F CFA

RUBRIQUES	APPUI A PPMU IET AU N.A.S.S.	STOCKS PAYSANS	ENQUETE PRIX	ELEVAGE LOCALE	ANIMATION LOCALE	TOTAL	FINACEMENT FED	FINANCEMENT ITALIE
EQUIPEMENT	0	0	0	0	0	0	0	0
FONCTIONNEMENT (I+IV+V+VI+VII+VIII)	13.214,40	701,96	11.227,84	8.400	1.150	24.694	23.544	0
FORMATION	1.812	1.024	904	1.600	0	5.340	5.340	0
IMPREVUS	2.000	0	0	0	0	2.000	2.000	0
TOTAL	17.026,40	1.725,96	12.131,84	10.000	1.150	32.034	30.884	0

(1) Ce montant est géré par l'ECA.

1 D = 40 F CFA

GAMBIE : BUDGET PREVISIONNEL 3EME ANNEE

I. ENQUETE AGRICOLE

A. FORMATION

	!DALASIS !
1.1. Frais transport (y compris visites de terrain)	!
D. 2.000 x 2 jours	! 4.000 !
1.2. Location des installations de formation	!
D. 2.000 x 4 jours =	! 8.000 !
1.3. Services de formation et fournitures de bureau	!
1.4. Perdiem formateurs	!
D. 500 x 5 formateurs x 4 jours	! 10.000 !
1.5. Perdiem stagiaires	!
D. 125 x 30 x 4 jours	! 15.000 !
1.6. Perdiem chauffeurs	!
D. 25 x 3 chauffeurs x 4 jours	! 300 !
Sous total	! 45.300 !

B. COLLECTE DES DONNEES

1.7. Frais de carburant pour 6 superviseurs	!
60 l/mois x 8 mois x D. 5.45 x 6	! 15.696 !
1.8. Frais de carburant pour 30 enquêteurs	!
20 l/Mois x 8 mois x D.5.45 L x 30 enquêteurs	! 26.160 !
1.9. Frais de carburant pour 3 seniors superviseurs	!
100 L/mois x 8 mois x D.3.50 L x 3	! 8.400 !
1.10 Frais de carburant pour la supervision de l'équipe centrale (4 cadres)	!
70L/mois x 4 mois x D.5.45L x 4 cadres	! 6.104 !
1.11. Perdiem équipe centrale (4 cadres)	!
D.140/jour x 10 jours x 4 mois x 4 cadres)	! 22.400 !
1.12. Perdiem chauffeurs (deux)	!
D.25/jour x 10 jours/mois x 4 mois x 2	! 2.000 !
1.13. Indemnités pour 12 enquêteurs temporaires	!
D.700/mois x 12 enquêteurs x 8 mois	! 67.200 !
Sous total	! 147.960 !
TOTAL I	! 193.260 !

I. EVALUATION STOCKS PAYSANS

Le montant prévu pour cette opération est déblocage sous réserve
d'une méthodologie concertée avec l'ECA centrale

A. FORMATION

1.1. Frais de transport (y compris visites de terrain)	!
--	---

D. 2.000/jour x 1	I 2.000 I
2.2. Location des installations de formation D. 2.000/jour x 2 jours	I 4.000 I
2.3. Production matériels de formation et fournitures	I 4.000 I
2.4 Perdiem pour 4 formateurs D. 500/jour x 4 jours x 4	I 8.000 I
2.5. Perdiem pour 30 stagiaires D.125/jour x 2 jours x 30	I 7.500 I
2.6. Perdiem pour 2 chauffeurs D 25/jour x 2 jours x 2	I 100 I
Sous/Total.....	I 25.600 I

B. COLLECTE DES DONNEES

2.7. Frais de carburant pour 6 superviseurs 30 l/mois x 3 mois x D. 5.45/L x 6	I 2.943 I
2.8. Frais carburant pour 30 enquêteurs 10 L/mois x 3 mois x D 5.45/L x 30	I 4.905 I
2.9. Frais carburant pour 3 superviseurs principaux 50 l/mois x 3 mois x D. 3.50/L x 3	I 1.575 I
2.10 Frais de carburant équipe centrale (2 cadres) 70L/mois x 2 mois x D.5.45/L x 2	I 1.526 I
2.11.Perdiem équipe centrale (2 cadres) D.140/jour x 10 jours/mois x 2 mois x 2	I 5.600 I
2.12.Perdiem pour 2 chauffeurs D.25/jour x 10 jours/mois x 2 mois x 2	I 1.000 I
Sous total	I 17.549 I

TOTAL II I 43.149 I

III. ENQUETE PRIX

Le montant (1) prévu pour cette opération est déblocable sous réserve de méthodologie concertée avec l'ECA centrale

A. FORMATION	I I
3.1. Frais de transport (y compris visites de terrain)	I 2.000 I
3.2. Location des installations de formation	I 4.000 I
3.3. Production de matériels de formation/fournitures de bureau	I 4.000 I
3.4. Perdiem formateurs D.500/jour x 4 jours x 4	I 8.000 I
3.5. Perdiem stagiaires D.75/jour x 2 jours x 30	I 4.500 I

3.6. Perdiem chauffeurs (2)		
D.25 x 2 jours x 2		100
Sous total		22.600
B. COLLECTE DES DONNEES		
3.7. Carburant pour 6 superviseurs		
15 L/mois x 8 mois x D.5.45/L x 6		3.924
3.8. Carburant pour 30 enquêteurs		
10 L/mois x 8 mois x D.5.45/L x 30		13.080
3.9. Carburant pour superviseurs principaux (3)		
25 L/mois x 4 mois x D. 3.50/L x 3		2.100
3.10. Carburant supervision équipe centrale (2 cadres)		
70 L/mois x 4 mois x D. 5.45/L x 2		3.052
3.11. Perdiem équipe centrale (2 cadres)		
D.140/jour x 7 jours/mois x 4 mois x 2		7.840
3.12. Perdiem pour un chauffeur		
D. 25/jour x 7 jours/mois x 4 mois x 1		700
Sous total		30.696
TOTAL III		53.296
IV. FOURNITURES ET MATERIELS		
4.1. Photocopieur (papier, photorécepteur)		
4.2. Micro-ordinateur (papier, ruban à imprimer, diskettes)		18.000
TOTAL IV		30.000
V. MAINTENANCE EQUIPEMENTS ET VEHICULES		
5.1. Photocopieur		3.000
5.2. Micro-ordinateur		4.000
5.3. 10 mobylettes pour superviseurs		
D.1.000 x 10		10.000
5.4. 40 mobylettes pour enquêteurs		
D.500 x 40		20.000
5.5. Deux véhicules pour la supervision		
D. 3.000 x 2		6.000
5.6. Véhicule liaison		3.000
5.7. Assurance des véhicules		3.000
TOTAL V.....		49.000
VI. TRAITEMENT DES DONNEES		
6.1. Salaire responsable ordinateur		10.800

6.2. Salaire agents de saisie (3)		
3 x D.600/mois x 12 mois		
	21.600	
6.3. Frais de formation pour 3 agents de saisie		
D. 2000 x 3		
	6.000	
TOTAL VI		
	38.400	
VII. ATELIERS		
7.1. Post-Nass 89/90 atelier de coordination		
* Agriculture		
* Elevage		
* Prix marchés		
7.2. Pré-Nass 90/91 atelier sur les questions pour chercheurs		
* Agriculture/Elevage/Prix		
	4.000	
7.3. Post-Nass 90/91 Evaluation des résultats		
* Agriculture/Elevage/prix		
	4.000	
7.4. Post-Nass 90/91 atelier de coordination		
* Agriculture		
* Elevage		
* Prix		
TOTAL VII		
	26.000	
VIII. PUBLICATIONS/DOCUMENTATION		
1. Abonnement aux revues scientifiques		
	5.000	
2. Impression des rapports		
	20.000	
3. Préparation et production de rapports		
	14.000	
TOTAL VIII		
	39.000	
IX IMPREVUS		
	50.000	
X VOLET ELEVAGE		
Provision		
	250.000	

NB : Cette provision n'est déblocable qu'aux conditions suivantes :

- .Analyse résultats "recensement cheptel" de 2ème année.
- .Identification précise de l'opération à mener en 3ème année.
- .Définition claire des rôles des différents partenaires (PPMU, Département Elevage et autres).
- .Adoption d'une méthodologie concertée avec l'ECA Centrale.

TABLEAU N° III-5 GUINÉE-BISSAU : RECAPITULATIF BUDGET PRÉVISIONNEL 3ÈME ANNÉE

(en 1.000 FCFA)

RUBRIQUES	IAPPUIS A ENQUETE	COORDINATION	ENQUETE	ANIMATION	FINCT FED	FINCT ITALIE
COURANTES (BPSA)						
EQUIPEMENT	0	0	0	0	0	0
FONCTIONNEMENT	10.475	2.029	6.431	5.450	24.385	18.935
FORMATION	5.080	0	400	1.500	6.980	5.480
IMPREVUS	250	0	200	5.000	5.450	450
TOTAL	15.805	2.029	7.031	(1)	36.815	24.865
						0

(1) Ce montant est géré par l'ECA.

GUINNEE BISSAU : BUDGET PREVISIONNEL 3EME ANNEE

I.	ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE (GAPLA)	I	I
1.	EQUIPEMENT	I	PM
2.	FONCTIONNEMENT	I	I
2.1.	Personnel	I	I
	INDEMNITE	I	I
-	Coordonnateurs 15.000 FCFA x 3 x 7 =	I	315.000
-	Superviseurs 12.000 FCFA x 8 x 7 =	I	672.000
-	Contrôleurs 8.000 FCFA x 38 x 7 =	I	2.128.000
-	Agents enquêteurs 6.000 FCFA x 75 x 7 =	I	3.150.000
-	Agents dépouilleurs 8.000 FCFA x 8 x 12 =	I	768.000
-	Agents de saisie 8.000 FCFA x 2 x 12 =	I	192.000
2.2.	Entretiens carburants Lubrifiants = (Voiture - motos)	I	2.000.000
2.3.	Fournitures de bureau =	I	1.000.000
2.4.	Maintenance ordinateur =	I	250.000
	TOTAL FONCTIONNEMENT	I	10.475.000
3.	FORMATION	I	I
3.1.	Séminaire de sensibilisation =	I	2.080.000
3.2	Séminaire de recyclage des agents enquêteurs =	I	3.000.000
	TOTAL FORMATION	I	5.080.000
4.	IMPREVUS =	I	250.000
	TOTAL I	I	15.805.000
II.	SUIVI SITUATION ALIMENTAIRE ET COORDINATION (BPSA)	I	I
1.	FONCTIONNEMENT	I	I
1.1.	Personnel	I	I
	- Indemnités (forfaitaires)	I	250.000
1.2.	Fournitures bureaux	I	1.595.000
1.3.	Divers	I	184.000
	TOTAL II	I	2.029.000

III. ELEVAGE : RECENSEMENT CHEPTEL DANS LES REGIONS
GABU ET BAFATA (ELEVAGE)

NB. : Ce financement est déblocable sous réserve de mobilisation par la CN de moyens complémentaires nécessaires et d'une méthodologie concertée avec l'ECA centrale, et de la définition des responsabilités des différents acteurs.

1. EQUIPEMENT

PM

2. FONCTIONNEMENT

2.1. Personnel

Indemnités	906.000
- Coordonnateurs (1) : 1 x 6 mois x 15.000 FCFA =	90.000
- Superviseurs (2) : 2 x 5 mois x 12.000 FCFA =	120.000
- Agents recensement : (25) 25 x 4 x 6.000 FCFA =	600.000
- Dépouilleurs (4) : 4 x 3 x 8.000 FCFA =	96.000

2.2. Entretien/Carburant	2.225.000
--------------------------	-----------

Véhicule :	
Carburant : 1.000L x 6 x 250 FCFA =	1.500.000
Motos :	
Carburant : 90L x 2 x 5 x 250 FCFA =	225.000
Frais entretiens véhicules/motos =	500.000

2.3. Fournitures de bureau =	1.000.000
------------------------------	-----------

2.4. Formation : Agents de recensement =	400.000
--	---------

2.5. Produits sanitaires	2.300.000
--------------------------	-----------

3. IMPREVUS	200.000
-------------	---------

TOTAL III	7.031.000
-----------	-----------

BUDGET TOTAL COMPOSANTE NATIONALE =	24.865.000
-------------------------------------	------------

TABLEAU III-6

MALI : BUDGET PREVISIONNEL DIAPER II - 3EME ANNEE (en francs CFA)
DIAPER II - EN 1.000 F CFA

	IENQU. CONJONCT.	IDNA/DNSE ET STOCKISSE CONTINUISUVE MARCHÉ RECENSEMENT	COORDINAT. A RETAIL	IO.P. CON-	TOTAL	FINANCEMENT	FED	ITALIE
RUBRIQUES	PAYSANS INTEGRÉS/LEVAGE (DNE)	CHEPTEL	ISOMMATION	TER				
EQUIPEMENT	0	0	0	0	0	0	0	0
FONCTIONNEMENT	16.985	3.680	4.846	54.100	2.000	0	81.611	81.611
FORMATION	0	0	0	0	0	0	0	0
IMPREVUS	0	0	154	1.539	0	0	1.743	1.743
TOTAL	16.985	3.680	5.000	55.689	2.000	0	83.354	83.354

MALI : BUDGET PREVISIONNEL (3EME ANNEE) DIAGNOSTIC PERMANENT II

I. RENFORCEMENT SYSTEME COLLECTE STATISTIQUES AGRICOLES
 ENQUETE DE CONJONCTURE DNA/DNSI
 ENQUETE ESTIMATION DES STOCKS PAYSANS INTEGREE

1. EQUIPEMENT	PM	
2. FONCTIONNEMENT		
2.1. Réparations mobylettes DNA		
DNA Financement DIAPER : 15.000 F (forfait)x 40	600.000	!
DNA Financement USAID : 15.000 F (forfait) x 15	225.000	!
DNA Financement OSCE : 15.000 F (forfait x 4	60.000	!
DNSI Financement PADEM : 10.000 F (forfait x 20	300.000	!
Sous total réparation	1.185.000	!
2.2. Enquêteurs		
. Frais déplacement		
DNA : 10.000 F x 60 enq. x 5 mois	3.000.000	!
DNSI: 6.750 F x 54 enq. x 5 mois	1.822.500	!
. Prime enquêteurs stocks paysans		
5.000 F x 125 SE	625.000	!
. Fonctionnement mobylettes		
DNA : 20 l x 340 F x 60 Mobylettes x 5 mois	2.040.000	!
DNSI: 20 l x 340 F x 20 mobylettes x 5 mois	680.000	!
Sous total enquêteurs	8.167.500	!
2.3. Contrôleurs		
DNSI . Frais de déplacement		
10.000 F x 30 x 5 mois	1.500.000	!
. Prime enquête stocks paysans		
1.000 F x 125 SE	125.000	!
. Fonctionnement mobylettes		
15 l x 340 F x 30 mobylettes x 5 mois	765.000	!
. Carburant contrôleurs enq. stocks paysans		
31 x 340 F x 125 SE	127.500	!
Sous total contrôleurs	2.517.500	!
2.4. Supervision		
2.4.1. Niveau régional		
. Frais déplacement superviseurs		
DNA : 1.000 F x 10 j x 6 x 5 mois	300.000	!
DNSI: 1.000 F x 10 j x 7 x 5 mois	350.000	!
. Perdiem superviseurs enq. stocks paysans		
5.000 F x 5 j x 7 sup.	175.000	!
. Perdiem chauffeurs enq. agricole		
3.000 F x 5 j x 7 x 4 mois	420.000	!

. Perdiem chauffeurs enq. stocks	I	
3.000 F x 5 j x 7	I	105.000
. Carburant supervision enq. stocks paysans	I	
200 km x 7 régions x 5 j x 201/100 x 340 F	I	- 476.000
2.4.2. Niveau national	I	
. Frais missions	I	
5.000 F x 3 ing. x 10 j x 3 mois	I	450.000
. Frais transport	I	
. Mission à Kayes	I	100.000
. Mission à ségou/Mopti	I	260.000
. Mission à Gao/Tombouctou	I	230.000
. Mission à Sikasso	I	120.000
. Mission à Koulikoro + Haute vallée	I	100.000
. Perdiems chauffeurs	I	
3.000 F x 60 j	I	180.000
Sous total supervision	I	3.266.000
2.5. Fonctionnement bureau (forfait)	I	300.000
2.6. Papeterie, traitement et publication	I	300.000
2.7. Divers pour Enquête stocks	I	
Perdiem : 102 groupes x 2 enq. x 2 j x 500 F	I	204.000
Perdiem : 38 contrôleurs x 2 j x 500 F	I	38.000
Perdiem : 13 superviseurs x 2 j x 5.000 F	I	130.000
Sous total 2.7.	I	372.000
Total fonctionnement	I	116.108.000
3. IMPREVUS	I	300.000
TOTAL I	I	116.408.000
Remarques :	I	
Ce projet de budget tient compte de l'incidence du retrait du financement PADEM du côté DNSI et de la décision du FED de l'arrêt d'achat d'équipements en années 3 et 4 du projet.	I	
II. COORDINATION PAR I.E.R. :	I	
Carburant véhicules	I	1.200.000
Fournitures bureau	I	800.000
TOTAL Coordination	I	2.000.000

III. SYSTEME D'INFORMATION CONTINU DU SYSTEME ELEVAGE (DNE)

1. SUPERVISION LOCALE

1ère supervision (09/90) : 14 x 5 x 3.000 F	! 210.000 !
2ème supervision (01/91) : 14 x 5 x 3.000 F	! 210.000 !

Total supervision	! 420.000 !
-------------------	-------------

2. FORFAIT ENQUETEURS jusqu'au 20/01/91)

45 x 2 x 6 x 2.250 F	! 1.215.000 !
----------------------	---------------

3. FORFAIT ENQUETEURS (du 1/1/91 au 30/04/91)

45 x 2 x 4 x 2.250 F	! 810.000 !
----------------------	-------------

Total forfait enquêteurs	! 2.025.000 !
--------------------------	---------------

4. FOURNITURES INFORMATIQUE ET BUREAUX

5. SUPERVISION DNE

2 x 10 x 5.000 F	! 100.000 !
------------------	-------------

1 x 10 x 1.500 F	! 15.000 !
------------------	------------

Total supervision DNE	! 115.000 !
-----------------------	-------------

6. CARBURANT

TOTAL III	! 3.680.000 !
-----------	---------------

IV. SUIVI DES MARCHES A BETAIL (OMBEVI)

Le suivi des marchés à bétail devra être réalisé au cours de la 3ème année de DIAPER II (1990-1991) conformément à la projection faite en Mars 1989 lors de la mission de programmation de la 2ème année.

Budget prévisionnel

- Carburant et entretien véhicule (supervision)	! 1.000.000 !
---	---------------

- Carburant mobylettes (340 F x 10 x 20 l x 12 mois)	! 816.000 !
---	-------------

- Entretien mobylette	! 300.000 !
-----------------------	-------------

- Fourniture de bureau	! 600.000 !
------------------------	-------------

- Primes enquêteurs : 4.000 F x 30 x 12	! 1.440.000 !
---	---------------

- Perdiem superviseurs : 5.000 F x 3 x 40 j	! 600.000 !
---	-------------

- Perdiem chauffeurs : 1.500 F x 60 j	! 90.000 !
---------------------------------------	------------

- Imprévus	! 154.000 !
------------	-------------

TOTAL IV	! 5.000.000 !
----------	---------------

V. RECENSEMENT DU CHEPTEL NATIONAL (OMBEVI/DNE)

1. FORMATION (dépensé en 2^e Année)

PM

2. PERSONNEL : (2 coordonnateurs, 2 x 7 superviseurs régionaux,
200 agents enquêteurs, 20 chauffeurs).

- Perdiems coordonnateurs : 2 x 5.000 F x 100 j ! 1.000.000
- Superviseurs OMBEVI : 7 x 5.000 F x 70 J ! 2.450.000
- Perdiems directeurs régionaux : 7 x 5.000 F x 20 j ! 700.000
- Perdiems contrôleurs : 46 x 3.000 F x 30 j ! 4.140.000
- Perdiems enquêteurs : 200 x 2.000 F x 50 j ! 20.000.000
- Perdiems chauffeurs : 2 x 1.500 F x 100 j ! 300.000
- Perdiems chauffeurs : 18 x 1.500 F x 30 j ! 810.000
- Secrétaires 2 x 25.000 F x 4 mois ! 200.000

Sous/Total

! 129.600.000

3. REPARATION VEHECULES

- Achat d'un véhicule tout terrain
- Remise en état véhicules

! 8.000.000

Sous/Total

! 8.000.000

4. Fonctionnement

- Carburant véhicules/mobylettes
- Entretien et fonctionnement véhicules/mobylettes
- Fournitures de bureau

! 9.000.000

! 2.000.000

! 3.000.000

Sous/Total

! 14.000.000

5. Traitement informatique

! 2.500.000

Imprévus

! 1.589.000

TOTAL V

! 155.689.000

TABLEAU N° III-7 MAURITANIE : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 3EME ANNEE DIAPER II
(en 1.000 F CFA)

1 UM = 3,8 F CFA

RUBRIQUES	APPUI ENQU.	STOCKS	MARCHES	ANIMATION	TOTAL	FINANCEMENT	
						CEREALELIERS	LOCALE
EQUIPEMENT	0	0	0	0	0	0	0
FONCTIONNEMENT	28.154,20	5.320	3.708,80	2.000	39.183	37.183	0
FORMATION	1.178,00	0	0	0	1.178	1.178	0
IMPREVUS	3.040,00	0	570	0	3.610	3.610	0
TOTAL	32.372,20	5.320	4.278,80	2.000	(1)	43.971	41.971

(1) Ce montant est géré par l'ECA.

MAURITANIE

BUDGET PREVISIONNEL DIAPER II, 3

I. ENQUETE AGRICOLE (ESPER)

1. FONCTIONNEMENT

1.1. Personnel	ouguyas (UM)
1.1.1. Personnel niveau central	
1 Directeur	10.000 x 12 =
5 Superviseurs	7.500 x 12 =
1 Chef dépouilleur	4.500 x 12 =
3 Dépouilleurs	4.000 x 12 =
2 Chauffeurs	4.000 x 12 =
2 Secrétaires	3.000 x 12 =
1 Secrétaire auxiliaire	2.500 x 12 =
1 Planton	3.000 x 12 =
	SOUS TOTAL 1.1.
	1.038.000
1.1.2. Personnel bureaux régionaux	
7 Superviseurs	7.500 x 12 =
22 Enquêteurs/Contrôleurs	5.000 x 12 =
5 Chauffeurs	4.000 x 12 =
	SOUS TOTAL 1.2.
	2.190.000
1.1.3. Indemnités enquêteurs/observateurs	
80 enquêteurs/observateurs	2.500 x 5 =
	TOTAL PERSONNEL
	4.228.000
1.2. Carburant	
18 motos x 50 x 7 mois x 70 UM =	441.000
6 voitures x 1.000 l x 3 passages x 70 UM =	1.260.000
	TOTAL CARBURANT
	1.701.000
1.3. Entretien/Réparation/Fourniture	
Motos/Auto, Stock pièces motos =	1.000.000
Fournitures bureau =	400.000
Entretien micros	80.000
	TOTAL ENTRETIEN/FOURNITURE
	1.480.000
TOTAL FONCTIONNEMENT	7.409.000

2. FORMATION		
2.1. Formation enquêteurs/observateurs		
$2.000 \times 80 =$		160.000
2.2. Recyclage personnel de terrain		150.000
TOTAL FORMATION		310.000
3. DIVERS/IMPREVUS *		800.000
(* Le montant prévu à ce poste n'est déblocable qu'en cas de retrait du projet PNUD/FAO, et en concertation avec ECA centrale).		
TOTAL ENQUETE AGRICOLE		8.519.000
II. ENQUETE SUIVI MARCHE CEREALIER		
1. FONCTIONNEMENT		
1.1. Personnel		
18 enquêteurs/observateurs	$2.500 \times 12 =$	540.000
1.2. Indemnités supervision		
5 enquêteurs/contrôleurs	$3.000 \times 12 =$	180.000
1.3. Carburant supervision		
$5 \times 80 \text{ l} \times 12 \times 70 \text{ UM}$		336.000
1.4. Confection du manuel de l'enquêteur		
Fournitures		100.000
2. IMPREVUS		150.000
TOTAL ENQUETE CEREALEIRE		1.306.000
III. ENQUETE STOCKS PAYSAN		
Le montant prévu est déblocable sous réserve d'une méthodologie concertée avec l'ECA centrale		
Provision		1.400.000
TOTAL STOCKS PAYSAN		1.400.000
TOTAL GENERAL		11.225.000

TABLEAU N° III- 8 NIGER : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 3EME ANNEE DIAPER II.
 (EN 1.000 F CFA)

RUBRIQUES	ENQUETE PREVIS.		MARCHES A		OPERATIONS		FINANCEMENT	
	EVALUAT. RECOLTE	BULLETIN SYST. INFORM.	CONTRIBUT.	PILOTES	TOTAL	FED	ITALIE	
EQUIPEMENT	0	0	0	(1)	18.835	156.979.931	135.644.931	18.835
FONCTIONNEMENT	13.783,50	3.747	11.004,831	7.109,60	2.500			
FORMATION	3.822,50	0	2.500	0	0	6.322,500	6.322,500	0
IMPREVUS	0	186	200	242,00	0	1.791,647	2.419,647	1.791,647
TOTAL	17.606	3.933	13.704,831	7.351,60	2.500	120.626,647	165.722,078	120.626,647

(1) Montant géré par ECA

NIGER : BUDGET PREVISIONNEL DIAPPER II (3ème Année)

I-BUDGET DU VOLET I :

ENQUETE PREVISION-ESTIMATION DES RECOLTES ET STOCKS PAYSANS

1.1. Formation

Enquêteurs et contrôleurs au niveau départements (2 jours) !	!
210 enquêteurs + 32 chefs SAA + Adjoints C/SDESA = 250 Age!	!
Frais de transport 5.000 F x 250	! 1.250.000 !
Frais de séjour 2.500/j x 2 x 250	! 1.250.000 !
Fournitures	! 500.000 !
Carburant déplacement formateurs (niveau central)	!
6.000 km x 0,25 x 235	! 352.500 !
Frais déplacement 1 formateur x 5.000 F/j x 20 j	! 100.000 !
Frais de mission 1 chauf. x 2.500/j x 20 j	! 50.000 !
Indemnités formateurs 1 cadre central + 1 chef SDS	!
10.000 F/j x 2 j x 2 formateurs x 8 départements	! 320.000 !
	!
Sous total 1.1.	! 3.822.500 !

1.2. Collecte-Contrôle et suivi

1.2.1. Primes d'enquête

5.000F/village x 384 villages : enquêteurs	! 1.920.000 !
2.500F/village x 284 villages : arrondissement	! 960.000 !
1.500F/village x 384 villages : département	! 576.000 !

1.2.2. Carburant

Appui aux SAA pour transport équipes et contrôle	!
50 l x 384 villages x 235 F	! 4.512.000 !

1.2.3. Entretien véhicule départementaux

250.000 F/Département x 8	! 2.000.000 !
---------------------------	---------------

Sous total 1.2.

! 9.968.000 !

1.3. Supervision (3 missions du niveau central)

- Carburant (6.000 km x 0,25 x 235)	! 352.500 !
- Frais de mission	!
. Contrôle démarrage enquête (12 jours)	!
(1 cadr x 5.000 x 12 jours) + (1 chauff. x 2.500 x 12 j)	! 90.000 !
. Pré-évaluation (16 jours)	!
(3 cadres x 7.500 x 16 j) + (1chauff. x 3.500 x 16 j)	! 416.000 !
. Collecte des fiches (10 jours)	!
(1 cadre x 5.000 x 10 jours) + (1 chauff. x 2.500 x 10 j)	! 75.000 !

Sous total 1.3.

! 933.500 !

1.4. Fonctionnement niveau central

Carburant 100 l/mois x 12 mois x 235 F	! 282.000 !
Fournitures de bureau/Publications	! 1.000.000 !
Entretien véhicules	! 750.000 !
Téléphone	! 300.000 !
Saisie - traitement informatique	! 250.000 !
Dactylographie et tirage	! 300.000 !

Sous total 1.4.

! 2.882.000 !

Total Volet I

! 17.606.000 !

VOLET II : APPUI AU SUIVI DE CAMPAGNE

2.1. Collecte et transmission des données	2.580.000
2.1.1. Mise en place du réseau de suivi	
. Carburant : 4.000 km x 0,25 l/km x 235 F/l	235.000
. Perdiem : 1 membre GTP x 14 j x 5.000 F/j	70.000
1 chauffeur x 14 j x 2.500 F/J	35.000
2.1.2. Appui à la collecte des fiches de suivi (carburant)	
5.000 F/mois x 32 arrondis. x 5 mois	800.000
2.1.3. Prime de suivi	
. Agents de base : 7.500 F/site x 96 sites	720.000
. Agents d'arrondissement : 5.000 F/site x 96 sites	480.000
. Agents départementaux : 2.500 F/site x 96 sites	240.000
2.1.4. Fonctionnement téléfax	PM
Sous total 2.1.	2.580.000
2.2. Traitement des données et publications	
. Primes membres GTP : 2.000 F/site x 96 sites	192.000
. Papeterie	500.000
. Expédition bulletin (timbres) 15.000 F/Déc. x 15 Déc	225.000
. Entretien photocopieuse	250.000
Sous total 2.2.	1.167.000
2.3. Imprévus	186.000
TOTAL VOLET II	3.933.000

III. 3 : BUDGET DU VOLET III :

"SYSTEME D'INFORMATION SUR LE MARCHE CEREALIER" (SIM)

! RUBRIQUES	! MONTANT	! FINANCEMENT	
		! TOTAL	! DIAPER ! ISR/RFA
! Equipement	!	!	!
! Ordinateur, imprimante, photocopieur	! 6.000.000	0	! 6.000.000
!	!	!	!
! Fonctionnement	!	!	!
!	!	!	!
! 13.1. Mise en place/Collecte	!	!	!
!	!	!	!
! 3.1.1. Suivi des marchés (1)	! 3.035.460	-	! 3.035.460
! 3.1.2. Flux transfrontaliers	! 2.000.000	! 2.000.000	! -
! 3.1.3. Prix Nigéria	! 750.000	! 750.000	! -
! 3.1.4. Enquête "Commerçants"	!	!	!
! 250.000 F CFA x 3 Dpts	! 750.000	! 750.000	! -
!	! 1.000.000	0	! 1.000.000
!	!	!	!
! S/TOTAL 3.1. Mise en place/Collecte	! 7.535.460	! 3.500.000	! 4.035.460
!	!	!	!
! 3.2. Contrôle départemental et enquête "Typologie des marchés"	!	!	!
!	!	!	!
! - Indemnités de déplacement :	!	!	!
! . 48 marchés x 1 cadre x 8 déplac.	!	!	!
! x 2.500 F	! 960.000	! 960.000	! -
! . 48 marchés x 1 chauff x 8 déplac.	!	!	!
! x 1.500 F	! 576.000	! 576.000	! -
!	!	!	!
! - Prime suivi et contrôle (1)	!	!	!
! . 48 marchés x 1 cadre x 8 déplac.	!	!	!
! x 2.500 F	! 960.000	! 960.000	! -
! - Carburant de contrôle	!	!	!
! 9.197 km x 0,25 l x 235 x 8	! 4.322.590	! 2.161.295	! 2.161.295
!	!	!	!
! Expédition questionnaires "Typologie Marchés"	! 97.536	! 97.536	! -
!	!	!	!
! S/TOTAL 3.2. Contrôle départemental	! 6.916.126	! 4.754.831	! 0
!	!	!	!
! 3.3. Supervision nationale	!	!	!
!	!	!	!
! 3.3.1. Suivi et typologie des marchés	!	!	!
! - Déplacements et carburant	!	!	!
! Equipe centrale, frais, télép.	! 2.913.690	-	! 2.913.690
!	!	!	!
! - Prime supervision nationale (1)	!	!	!
!	!	!	!
! . 48 marchés x 1 cadre x	!	!	!
! 12 mois x 1.250 F/mois	! 720.000	! 720.000	! -
!	!	!	!
! 3.3.2. Flux transfrontaliers	! 500.000	! 500.000	! -
!	!	!	!
! 3.3.3. Prix Nigéria	! 250.000	! 250.000	!

S/TOTAL 3.3. Supervision nationale	4.383.690	1.470.000	2.913.690
3.4. Saisie - Analyse - Publications - Diffusion			
3.4.1. Suivi et typologie des marchés (saisie)			
40.000 F/mois x 12	480.000	480.000	-
3.4.2. Saisie - Exploitation flux trans-frontaliers			
15.000 F/mois x 12 mois	180.000	180.000	-
3.4.3. Saisie - Exploitation enquêtes "Commerçants"			
15.000 F/mois x 12 mois	180.000	180.000	-
3.4.4. Appui à l'analyse			
. 50.000 FCFA x 4 bull.trimestr.	200.000	200.000	-
. 20.000 FCFA x 12 bull. mensuels	240.000	240.000	-
3.4.5. Frais maintenance photocopieur, ordinateur, papier, timbres, fournitures bureau	904.680	-	904.680
S/TOTAL 3.4. Saisie, Analyse, Public., Diffusion.	2.184.680	1.280.000	904.680
3.5. Atelier national	2.500.000	2.500.000	0
3.6. Imprévus	194.544	200.000	0
TOTAL VOLET III	29.714.500	13.704.831	113.853.830

(1) - Pour un marché, la prime d'enquête, versée au prorata de la qualité des données obtenues, se répartit ainsi entre les différents niveaux de responsabilité (montant annuel versé par trimestre (terrain) ou par mois (niveau central)) :

- Terrain : 39.000/an/marché
- Département : 20.000/an/marché
- Central : 15.000/an/marché

Total : 74.000/an/marché

III.4 : BUDGET DU VOLET 4 : "SUIVI DES MARCHES A RETAIL"		
4.1. Fonctionnement, entretien 14 Mobylettes 10.500 F CFA x 14 x 8 mois		1.176.000
4.2. Entretien, réparation véhicule liaison DIAPER		1.000.000
4.3. Carburant 1 véhicule DEP : 150 l/mois x 8 x 230 F CFA/l 3 véhicules DDRA : 130 l/mois x 3 x 8 x 230 FCFA/l 10 véhicules SARA : 100 l/mois x 10 x 8 x 230 FCFA/l		276.000 717.600 1.840.000
S/Total carburant		2.833.600
4.4. Indemnités de déplacements		
Niveau central		
2 cadres x 5.000 F CFA x 7 j x 8 mois 1 chauffeur x 2.500 FCFA x 7 j x 8 mois		560.000 140.000
S/Total déplacements		700.000
4.5. Fournitures de bureau		500.000
4.6. Transmission et diffusion rapides des informations		
Ligne téléphonique (installation) Frais fonctionnement téléphone (50.000 x 8 mois) Frais dactylographie Frais de publication rapide		110.000 400.000 200.000 190.000
S/Total informations rapides		900.000
4.7. Imprévus		242.084
TOTAL VOLET IV		7.351.684
III.5.1.: BUDGET DU VOLET V : "OPERATIONS PILOTES : ENQUETE CONSOMMATION DE CEREALES"		
511. Formation		
512. Collecte - Contrôle	PM	14.482.000
. Salaire enquêteurs 14 enq. x 12 mois x 40.000 FCFA =		5.600.000
. Frais déplacement 14 enq. x 12 mois x 5.000 F CFA =		840.000
. Prime fin d'enquête 14 enq. x 30.000 F CFA =		420.000
. Perdiem contrôleurs 7 contr. x 4 j x 12 mois x 5.000 FCFA =		1.680.000
. Carburant missions contrôle 7 contr. x 48 j x 300 km/j x 0,25 x 245 F CFA =		5.922.000

513. Supervision	I	1.425.000	I
. Perdiem superviseurs	I		I
2sup. x 40 j x 7.500 F CFA =	I	600.000	I
. Perdiem chauffeur	I		I
1 chauf. x 40 j x 3.000 F CFA =	I	120.000	I
. Carburant	I		I
2 tournes x 6.000 km x 0,25 l x 235 =	I	705.000	I
514. Matériel	I	1.928.000	I
. Véhicule TT	I	PM	I
. Réparation véhicules contrôleurs =	I	1.500.000	I
. Matériel de pesée =	I	PM	I
. Papeterie =	I	428.000	I
515. Traitement - Publication	I	1.000.000	I
516. Imprévus	I	1.811.647	I
TOTAL VOLET V	I	20.646.647	I

TABLEAU N° III-9 SENEGAL : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL 3EME ANNEE
EN 1.000 F CFA.

RUBRIQUES	! APPUI ENQUETES ! STOCK PAYANS ! AGRICOLES !	! SUIVI !		! CONTRIBUT. !		! FINANCEMENT !	
		TROUPEAU	MARCHE A ! RETAIL ! LOCALE	ANIMATION	TOTAL	FED	ITALIE
EQUIPEMENT	0	0	0	0	0	0	0
FONCTIONNEMENT	16.729	2.960	10.530	8.535	5.000	43.754	38.754
FORMATION/COORD.	0	0	0	1.000	0	1.000	1.000
IMPREVUS	500	0	0	0	500	500	0
TOTAL	17.229	2.960	10.530	9.535	5.000	45.254	40.254

(1) Montant géré par l'ECA

SENEGAL : BUDGET PREVISIONNEL (3ème année) DIAPER II

I. VOLET "AGRICULTURE"

A. ENQUETE AGRICOLE 1990/91

1) Indemnités

. Cadre supérieur Cat. I. (Niv. central)	! 300.000
25.000 F x 12	! 300.000
. Cadres supérieurs Cat. II (Niv. central)	! 720.000
20.000 F x 3 x 12	! 720.000
. Personnel d'appui (Niveau central)	! 480.000
20.000 F x 2 x 12	! 480.000
. Superviseurs régionaux	! 800.000
20.000 F x 10 x 4	! 800.000
. Contrôleurs départementaux	! 1.800.000
15.000 F x 30 x 4	! 1.800.000
. Enquêteurs arrondissements	! 3.640.000
10.000 F x 91 x 4	! 3.640.000
. Déplacements Equipe Centrale	! 800.000
4 sup. x 10 x 4 x 5.000 F	! 800.000
2 chauf. x 10 x 4 x 3.500 F	! 280.000
Sous total	! 8.820.000

2) Carburant

. Equipe Centrale (Coordination et missions de contrôle)	! 1.050.000
+ 250 l x 12 x 350 F	! 1.050.000
+ 5 missions x 400 l x 350 F	! 700.000
. Equipes régionales	! 700.000
50 l x 4 x 10 x 350 F	! 700.000
. Equipes départementales	! 2.604.000
30 l x 4 mois x 62 x 350	! 2.604.000
Sous total	! 5.054.000

3) Entretien/Assurance

4) Fourniture de bureau + Fiches d'enquête

Sous total (A) Enquête agricole ! 15.374.000

B. ENQUETE CULTURES DE DECREE

1) Indemnités

. Contrôleurs départementaux	! 480.000
15.000 F x 4 x 3	! 480.000
. Enquêteurs arrondissements	! 300.000
15.000 F x 10 x 3	! 300.000

2) Carburant

. Superviseurs régional

50 l x 3 x 350	I	52.500	I
. Equipes départementales et arrondissements	I		I
150 l x 3 x 3 x 350	I	472.500	I
3) Fourniture de bureau	I	50.000	I
Sous total (B) Enquête décrue	I	1.355.000	I
C. ENQUETE SUR LES STOCKS PAYSANS DE CEREALES	I		I
1) Indemnités	I		I
. Contrôleurs départementaux	I		I
10.000 F x 30	I	300.000	I
. Enquêteurs arrondissements	I		I
10.000 F x 91	I	910.000	I
2) Carburant	I		I
. Superviseur régional	I		I
50 l x 16 x 350	I	175.000	I
. Equipes départementales	I		I
150 l x 30 x 350	I	1.575.000	I
Sous total (C) Enquête Stock	I	2.960.000	I
Imprévus	I	500.000	I
TOTAL VOLET AGRICULTURE	I	120.189.000	I
II. VOLET ENQUETE ELEVAGE	I		I
A. SUIVI DES MARCHES	I		I
1) Carburant	I		I
- Equipes régionales	I		I
10 régions x 70 l/ms/12 ms x 350 F	I	2.520.000	I
- Équipe centrale	I		I
200 l/ms x 12ms x 350 F	I	840.000	I
2) Indemnités	I		I
- Enquêtes	I		I
30 agents x 10.000F/agent x 12	I	3.600.000	I
- Coordonnateur	I		I
5.000 F/j x 30	I	150.000	I
- Chauffeur	I		I
2.500 F/j x 30	I	75.000	I
3) Entretien et réparation du matériel de pesée	I	450.000	I
4) Entretien/assurance	I	500.000	I
5) Fournitures de bureau	I	400.000	I

B. SUIVI DES TROUPEAUX

1) Carburant		
- Enquêteurs		
20 l/x 10 mobyl x 12 x 350 F	! 840.000	!
- Supervision		
1200 l par zone x 2 x 350 F	! 840.000	!
- Coordonnateur		
150 l par zone x 12 x 350 F	! 630.000	!
Sous total	! 2.310.000	!
2) Indemnités		
- Enquêteurs		
25 x 10.000 F/mois/agent x 12	! 3.000.000	!
- Superviseurs régionaux		
4 sup. x 5.000 F/j x 20	! 400.000	!
- Superviseurs départementaux		
12 sup. départ. x 3.500 F/j x 20 j	! 840.000	!
- Forfait déplacement		
90 j x 5.000 F/jour	! 450.000	!
- Cadre adjoint		
15.000 F/mois x 12	! 180.000	!
Sous total	! 4.870.000	!
3) Fournitures pour l'immatriculation des animaux		
10.000 marques à oreilles x 200/unité	! 2.000.000	!
25 jeux de fer à marque x 20.000	! 500.000	!
25 pinces à oreille Universelle x 10.000	! 250.000	!
Sous total	! 2.750.000	!
4) Fournitures de bureau	! 300.000	!
5) Frais de dépouillement	! 300.000	!
Total Suivi du troupeau	! 10.530.000	!
TOTAL ENQUETES ELEVAGE	! 20.065.000	!

TABLEAU N° III-10 TCHAD : RECAPITULATIF BUDGET PREVISIONNEL (3EME ANNEE) DIAPER II.
(1.000 F CFA)

	APPUI STAT. AGRICOLAS	MARCHES CEREALIERS	APPUI ELEVAGE IMARCHES BETAIL/ANIMAT.	CONTRIBUTION A LOCALE	TOTAL	FINANCEMENT FED	FINANCEMENT ITALIE
EQUIPEMENT	0	0	0	0	0	0	0
FONCTIONNEMENT	9.967,750	5.000	6.084	6.300	27.351,750	21.052	0
FORMATION	1.075	1	500	2.500	4.075	1.575	0
IMPREVUS	500	1	200	2.500	3.200	700	0
TOTAL	11.542,750	5.000	6.784	11.300	34.627	23.326,750	0

(1) Montant géré par ECA.

TCHAD : PROPOSITION DE BUDGET PREVISIONNEL 3ème ANNEE DIAPER

A. ENQUETE AGRICOLE PERMANENTE 1990/1991		
1. EQUIPEMENT	PM	
2. FONCTIONNEMENT		
2.1. Carburant/Réparation		
. Réparation véhicule BR	300.000	
. Carburant/Entretien véhicules BC 100 F x 1.500 km x 3 fois.....	900.000	
. Carburant/entretien véhicule BR 100 F x 1.500 km x 7 mois	1.050.000	
. Carburant mobylettes 40 l x 10 x 400 x 7	1.120.000	
. Carburant motos : 50 l x 2 x 400 x 7	280.000	
. Entretien motos/mobylettes 3.000 F x 12 x 7	252.000	
. Entretien vélos : 1.000 F x 69 x 7 mois	483.000	
. Réparations vélos	558.250	
. Carburant pour transport matériel 270 F x 350 l	94.500	
Sous total 2.1.	5.037.750	
2.2. Fournitures de bureau		
Fournitures bureau BC	1.000.000	
Fournitures bureau BR	500.000	
Sous total 2.2.	1.500.000	
2.3. Courrier : 3.000 F x 12 x 10 mois	360.000	
2.4. Perdiems/indemnités		
. Superviseurs : 7.500 F x 15 j x 3 fois	337.500	
. Chauffeur : 2.500 F x 15 j x 3 fois	112.500	
. Mission chef BSA : 7.500 F x 15 j x 3 fois	337.500	
. Chauffeur : 2.500 x 15 j x 3 fois	112.500	
. Indemnités chef BR : 2.500 x 11 j x 12 mois	330.000	
. Indemnités contrôleurs : 13.000 F x 13 x 7	1.092.000	
. Indemnités enquêteurs : 8.500 F x 69 x 7 mois	4.105.500	
. Complément indemnits enquêteurs non agents BSA pour poursuite suivi berbéré et prix 5.000 x 29 x 5	725.000	
. Indemnité chauffeur pour transport matériel 2.500 x 15 j	37.500	
. Frais Secrétariat BR : 15.000 x 12 x 1	180.000	
Sous total indemnité/perdiems	7.370.000	
TOTAL FONCTIONNEMENT	14.267.750	

3. FORMATION		
- Formation personnel terrain (enq. temporaires)	I	500.000
- Séminaire décideurs/collecteurs	I	575.000
Sous total formation	I	1.075.000
4. IMPREVUS	I	500.000
TOTAL I	I	115.842.750
II. ENQUETE MARCHES CEREALIERS	I	
Provision	I	5.000.000
Cette provision est déblocable aux conditions suivantes :	I	
. Rapport séminaire méthodologie prévu en 2 ^e année	I	
. Résultats enquête test SIM 2 ^e année.	I	
. Méthodologie concertée avec ECA centrale.	I	
III. RENFORCEMENT MOYENS COMMUNICATION POUR LE SUIVI CAMPAGNE AGROPASTORALE (DREM+BSA)	I	
1. EQUIPEMENT	PM	
IV. SUIVI MARCHES A BETAIL	I	
1. EQUIPEMENT	PM	
2. FONCTIONNEMENT	I	
Carburant/entretiens	I	1.834.000
Fournitures bureau	I	500.000
Indemnités enquêteurs	I	
10.000 x 25 x 10	I	250.000
Perdiems cadres : 7.500 F x 45 j	I	337.500
Perdiems chauffeurs : 2.500 F x 45 j	I	112.500
Perdiems secrétaires : 15.000 F x 10 mois	I	150.000
Indemnités contrôleurs : 7.500 F x 6 x 10	I	450.000
Frais poste	I	200.000
Sous total fonctionnement		6.084.000
3. FORMATION		
. Formation agents pour estimation poids carcasse		
. Recyclage agents		
4. IMPREVUS		200.000
TOTAL		6.284.000
TOTAL GENERAL		27.126.750